

alter / le journal #96

ego

Réalisé par des usagers de drogues,
des bénévoles et des travailleurs sociaux
de l'association Aurore



**ÉCHOS D'EGO / STEP, LE DIMANCHE AUSSI / FÊTE DE LA
GOUTTE / VIE DE QUARTIER / LE CARILLON /
DOSSIER / ET SI ON CHANGEAIT DE REGARD ? /
VAINCRE LES PRÉJUGÉS / VOUS AVEZ DIT « ZOMBIES » ? /
IDÉES REÇUES SUR LE CRACK**

SOMMAIRE / #96

ÉDITO

La Colline des complexités 3

ÉCHOS D'EGO

STEP, le dimanche aussi 4

Fête de la Goutte d'Or 5

Chronique de la Réduction des Risques : le crack 5

VIE DE QUARTIER

Le Carillon 6

DOSSIER

Et si on changeait de regard ? 8

« Je me sens respecté » 9

Vaincre les préjugés 10

« Je suis passé de l'autre côté » 13

Vous avez dit « zombies » ? 14

Idées reçues sur le crack 15

Directeur de la publication
Léon Gomberoff

Secrétariat de rédaction
JiTé

Conception et réalisation graphique
Paula Jiménez

Ont participé à ce numéro
Dominique Bateul, Abdelleh Berghachi,
Nicolas Bontemps, Saada Boussada,
Ludovic Donnet, Karim, Claire Noblet,
Fabrice Olivet, Laure Sciaud

Photos et illustrations
Dorothee Pierard, Elie Punk

Imprimerie ADVENCE
139 rue Rateau – 93120
La Courneuve

Parution trimestrielle
ISSN 1770-4715



EGO – Association AURORE
13, rue Saint-Luc – 75018
Tel : 0153099949
alterego@aurora.asso.fr

alter ego / La Colline des complexités

La visibilité de plus en plus importante des consommateurs de crack à Paris produit une certaine inquiétude sociale, dont les médias se font l'écho avec des reportages qui, en dehors de quelques exceptions, ne reflètent pas la réalité du phénomène et génèrent de l'incompréhension. C'est pourquoi nous avons voulu, dans ce numéro d'Alter Ego, donner quelques repères fondés sur notre expérience avec les consommateurs de crack que nous côtoyons tous les jours.

Après l'évacuation de « la Colline »* le 27 juin dernier, largement relayée par les quotidiens et les journaux télévisés, une question est revenue : pourquoi cet espace, qui est à la fois un lieu de deal, de consommation et de vie pour les usagers de crack, continue-t-il à être réinvesti malgré les interventions des forces de l'ordre ? Dès le 2 juillet, des consommateurs s'y réinstallaient.

La consommation de crack peut engendrer une addiction, caractérisée par des comportements qu'on ne peut faire cesser malgré la connaissance de leurs conséquences négatives. Et c'est un produit qui n'a pas de dosage limite. Il peut être consommé de temps en temps, régulièrement ou continuellement. Lorsqu'une personne qui est dans l'addiction n'a ni revenus ni hébergement, elle va consommer dans n'importe quel endroit où le crack est disponible et où elle peut s'en procurer. Si des gens restent à la Colline, ce n'est pas par choix, mais parce que l'endroit est adapté aux échanges d'argent et de services permettant à une personne sans revenus de consommer. Mais les conditions de vie y sont indignes et dégradantes, et ceux qui s'y trouvent s'en iraient volontiers s'ils avaient un autre endroit où se procurer leur produit.

Pour aborder ce problème de territoire, il ne suffit pas d'essayer de faire partir les consommateurs les plus précaires. Ils ne sont que la face visible du problème. La Colline est un écosystème complexe. Il y a la consommation et le deal, mais il y a aussi de la prostitution et une grande variété d'échanges de services, dont une grande quantité de personnes plus ou moins insérées profitent, en apportant de l'argent sur le lieu. Pour en finir avec la Colline, il faudrait peut-être en faire partir les dealers... Mais lorsqu'un lieu ou un produit sont contrôlés, le problème se déplace ailleurs.

Un squat de consommation en moins, ce sont plus d'usagers dans la rue, et quand un produit disparaît, un autre fait surface. Quant aux dealers, ils ont changé à plusieurs reprises à la Colline et le problème perdure.

L'évacuation s'est accompagnée de propositions d'hébergement et d'accès aux services médico-sociaux. Mais ce n'est pas suffisant. Il n'est pas facile d'échanger les contacts sociaux liés à la consommation de drogues contre la solitude d'une chambre d'hôtel. Les associations, à travers les centres de soins et de réduction des risques, mènent des actions d'accompagnement pas à pas, qui permettent aux personnes d'avoir des intérêts autres que la consommation des produits. On ne peut attendre de quelqu'un que, du jour au lendemain, il arrête les drogues, soit hébergé, trouve un travail ou reprenne ses études et retrouve sa vie familiale. Il faut proposer des objectifs atteignables.

D'abord, il est important d'intervenir dans la vie quotidienne de ces personnes, et d'instaurer un dialogue – seule forme démocratique permettant de produire du changement. Il s'agit de (re)créer le lien entre les consommateurs de drogues, leur environnement et les structures de la société. Et pour cela, nous pensons que les consommateurs de drogues doivent être accueillis avec respect, avec la même dignité que n'importe quels autres citoyens. C'est d'abord lorsqu'ils sont regardés comme dignes qu'ils peuvent se regarder eux-mêmes comme des citoyens capables de respecter les autres. Au début, le travail consiste uniquement à gagner leur confiance. On découvre ensuite des situations d'une très grande complexité. Il ne s'agit donc pas uniquement de traiter l'addiction ou de donner un hébergement. Nous avons besoin d'un accompagnement global et pluridisciplinaire. C'est pourquoi les travailleurs sociaux de première ligne réalisent leur action en coordination avec une équipe d'infirmiers, de psychologues, de psychiatres et de médecins. Ce travail ne sera pas possible sans le concours d'un ample réseau de partenaires engagés dans le rétablissement des droits des personnes qui consomment des drogues.

Alter Ego

* Campement de fortune situé à proximité de la porte de la Chapelle.

STEP

le dimanche aussi !

Depuis le 1^{er} avril, STEP est ouvert 7 jours sur 7 à tous les usagers...
Karim, bénévole, partage ses impressions sur cette nouvelle plage d'accueil.

Mince, il est 13h35, je suis en retard, je suis bénévole à EGO STEP et aujourd'hui est un grand jour. Jusqu'au dernier moment j'ai cru à un poisson d'avril. Mais non ! Nous sommes le 1^{er} avril 2018 et STEP ouvre pour son premier dimanche. Historique ! Alors, on y va. Je vais au boulot ! 14h10. Arrivée du premier usager, à moitié surpris. L'information lui a été donnée par la salle de consommation. Lui aussi avait cru à un poisson d'avril, mais non !

Un plateau de chocolats et de sucreries a été prévu – c'est quand même Pâques. C'est un déclencheur de sourires automatiques.

Philippe B., des Bolcheviks Anonymes, passe et nous fait profiter de ses connaissances musicales, on écoute quelques morceaux... Nostalgie...

À partir de 14h20, les choses s'animent gentiment, des petits groupes de deux, trois arrivent, l'ambiance est vraiment détendue. Il faut dire qu'il fait beau.

« En semaine, on a l'impression d'un coup de feu permanent, là on les sent moins dans le speed », dit Pauline. C'est vrai, les usagers restent plus longtemps, les discussions, même en plusieurs langues, s'installent, les gens se renseignent : « C'est tous les dimanches ? » « Oui, et aussi les jours fériés », répond Léo. Aurélie constate : « C'est plus posé, on a largement le temps de faire de la prévention et de donner des renseignements. » D'ailleurs, quelques usagers s'organisent pour la future semaine, recherchent des adresses, réservent l'infirmière ou l'assistante sociale, repèrent le parcours des rendez-vous... Le dimanche, c'est « another STEP » : une autre marche.

Karim

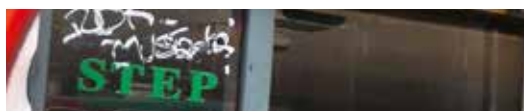
CAARUD-STEP, 56, boulevard de la Chapelle, Paris-18^e.
Ouvert tous les jours de 13h45 à 20h30. Tél. 01 42 64 23 21.

Seringues, Tampons alcoolisés, Eau et Préservatifs, un pas de plus vers la réduction des risques.

Lieu d'accueil et d'échange destiné à tous les consommateurs, STEP est ouvert depuis 1995. On peut y trouver du matériel stérile d'injection et d'inhalation, bénéficier de conseils de réduction des risques, échanger avec l'équipe d'éducateurs, recevoir les conseils d'un juriste, bénéficier de soins auprès d'une infirmière, effectuer un dépistage ou planifier une rencontre avec une assistante sociale... ou tout simplement partager un moment convivial.

Des maraudes sont également organisées, à la rencontre de ceux qui vivent dans la rue.

En 2017, les jours d'ouverture ont été étendus avec succès au samedi. Désormais, STEP est ouvert tous les jours de l'année.



Fête de la Goutte d'Or

Comme chaque année, le quartier de la Goutte d'Or s'anime tout particulièrement le dernier weekend de juin à l'occasion de la Fête de la Goutte d'Or. Les habitants, associations, commerçants du quartier se mobilisent tout au long de l'année pour faire de cet événement un moment de convivialité, de partage et de fête. Du 29 juin au 1^{er} juillet, les équipes du CAARUD et du CSAPA ont donc participé à la Fête que ce soit sur des activités de médiation, des animations, le catering. EGO était cette année, comme depuis trois ans, référent du Village festif qui s'est tenu le samedi et le dimanche après-midi au square Léon avec pour thème le monde animal. De nombreuses associations ont proposé des ateliers,

des animations et les poneys ont baladé les enfants du quartier le dimanche. De plus, nous avons proposé une ferme pédagogique au square **Bashung**, durant les deux jours, mêlant lectures de contes et intermèdes musicaux. La ferme, avec les moutons, lapins, chèvres et l'âne, a rencontré un vif succès auprès des petits et des plus grands qui étaient ravis de pouvoir caresser, nourrir et parfois tirer les poils des animaux ! Ce fut un moment très sympathique et apaisé, et aussi l'occasion pour les habitants de réinvestir ce square très agréable du quartier qui avait été fermé pendant plusieurs mois. Dans l'ensemble, la Fête s'est bien déroulée malgré la concurrence de la coupe du monde de football et la chaleur !

L'histoire du crack a commencé en Jamaïque dès le début des années 1970, puis son usage s'est répandu aux États-Unis et dans l'ensemble des Caraïbes. C'est depuis les Antilles qu'il est arrivé en France métropolitaine, où les autorités commencent à évoquer sa consommation à partir du milieu des années 1980.

Le crack

Le crack est de la cocaïne base mélangée à de l'ammoniaque ou du bicarbonate de soude (« bicar »). Il a plusieurs dénominations : free base, caillou, galette, etc. Certaines personnes affirment que le crack et la free base sont différents, ainsi que leurs effets, mais ce n'est pas vrai. Il est un peu plus simple de « cuisiner » sa coke avec de l'ammoniaque, mais c'est moins toxique de le faire avec du bicar. L'ammoniaque provoque toux, vomissements, maux de tête, irritations des voies respiratoires...

Le matériel

Les outils nécessaires (pipe, briquet, lame, embout, filtre) sont tous susceptibles de transmettre des hépatites d'une personne à une autre. La pipe utilisée sans embout provoque des brûlures. Ces lésions sur les lèvres y déposeront du sang. Le briquet, au bout d'un moment, surchauffe, ce qui pro-

voque des brûlures et parfois des plaies. La lame... coupe. L'embout permet d'aspirer une fumée beaucoup moins chaude, qui agressera moins les poumons, mais il peut aussi être souillé par du sang. Le filtre doit parfois être transformé et façonné avec du fil de métal, et là encore on peut se blesser.

Prêt de matériel ? risques de transmission d'hépatites

Ce n'est pas parce qu'on ne voit rien que cela n'existe pas. Une micro-goutte de sang risque de transmettre une hépatite, d'où l'intérêt d'avoir du matériel individuel. Au pire, si vous n'avez qu'un doseur, utilisez un embout par personne. Si vos lèvres sont brûlées, gercées, il ne faut pas hésiter à mettre de la crème. Et n'hésitez pas à vous rapprocher des éducateurs du CAARUD pour plus de renseignements.

Nicolas Bontemps

Vous avez la parole

La réduction des risques, c'est quoi pour toi ?

« Il faut faire attention, il y a des modous (dealers, ndlr) qui te vendent n'importe quoi, parfois ce sont même des cachets de speed au lieu de la coke. Tu es obligé de déballer le paquet pour vérifier. Moi, je cherche la qualité plutôt que la quantité, je le vois à la couleur jaune et un peu cristallisée. Le produit en métropole n'a rien à voir avec celui de Martinique, c'est nul ici. » (A.)

« Il faut élargir les points de distribution de matériel, on en manque cruellement. Je vois des usagers qui partagent leur matériel. Je conseille aussi de manger avant de consommer, il faut dormir, se reposer pour permettre à son corps de récupérer et de garder le contrôle de soi. Et n'oubliez pas de solliciter les associations qui peuvent vous aider. » (A.)

Les beaux accords du Carillon



Depuis 2017, l'association Aurore est partenaire du réseau de commerçants solidaires Le Carillon, qui propose de petits services pour aider les personnes en difficulté. Un joli projet, qui permet de recréer du lien et de soulager la vie de ceux qui sont à la rue, et qui est à ce jour développé dans cinq villes de France. Reportage à Paris, dans le quartier de la Goutte d'Or.

Le Carillon est le premier projet issu d'une association, La Cloche, créée en 2014 par Louis-Xavier Leca, habitant du 11^e arrondissement de Paris, diplômé en économie. La Cloche a pour principal objectif de mettre en place des projets durables, avec la participation et l'inclusion de personnes démunies ou en marge de la société. Lancé en 2015, le Carillon est à ce jour développé dans cinq villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Lille et Nantes. L'association AURORE en est partenaire depuis le début de l'année 2017.

Le Carillon est un réseau solidaire qui met en relation commerçant, habitants et personnes sans domicile, nommées aussi « ambassadeurs ». Les commerçants partenaires proposent un certain nombre de services gratuits. On les reconnaît grâce au

logo du label solidaire du Carillon qu'ils affichent sur la devanture, avec des pictogrammes spécifiques selon les services proposés : charger son téléphone, récupérer des invendus, boire un café, prendre un sandwich, discuter... Des petits gestes qui peuvent réellement soulager des personnes vivant dans la rue. L'ensemble des services sont répertoriés dans de petits fascicules distribués par les partenaires (comme les services d'EGO) ou lors de maraudes.

Comme dit le fondateur du Carillon, Louis-Xavier Deca, « la vraie pauvreté c'est l'isolement ». Pour permettre d'en sortir, le Carillon organise de multiples événements, en interactions avec de nombreuses autres associations du quartier : des collectes de vêtements et de produits d'hygiène, notamment avec





« J'ai moi-même participé à de nombreuses actions du Carillon. L'opération Carton Plein, par exemple, ou les soupes impopulaires. Mais aussi l'installation du Frigo, conçu en partenariat avec Aurore, le restaurant La Cantine (qui l'accueille), Cap ou pas cap et Utopia 56. C'est une belle initiative, tout le monde est très respectueux, pas mal de gens y déposent de la nourriture, et personne ne le pille – ce que certains craignaient... Comme l'écrivait Sénèque : “ Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous ne les faisons pas, mais c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles.”

Saada Boussada

www.lecarillon.org

Carton Plein (Paris-18^e), qui sont ensuite livrés selon les besoins chez différents partenaires (dont le CSAPA EGO) ; des soupes dites « impopulaires » préparées et distribuées par les ambassadeurs, des fêtes pour Noël avec distribution de cadeaux, de nombreux repas dansants, une fête ouverte à tous dans le centre d'hébergement d'urgence Jean-Carré (Paris-19^e), la préparation d'un repas malien avec l'aide de résidentes du CHU Mouzaïa au FoodLab, rue Compans (Paris-19^e), un repas afghan au restaurant La Timbale (Paris-18^e), un évènement festif et convivial au Point Éphémère (Paris-10^e), la réalisation collective de fresques, petits concerts, buffet participatif, etc.

En partenariat avec Aurore, Cap ou pas cap et Utopia 56, le Carillon a aussi lancé le premier « frigo solidaire » de Paris, rue Ramey (18^e) : accolé au restaurant La Cantine du 18 (46, rue Ramey), ce frigo est en libre accès sur le trottoir, et chacun peut y déposer des aliments ou y récupérer gratuitement de la nourriture. (Lire l'encadré.) Cinq frigos existent désormais dans Paris, ainsi que différentes boîtes à dons et boîtes à livres.

Autre émanation de La Cloche, Les Clochettes, lancées en 2017, ont pour mission de recréer du lien social au sein du quartier et de réhabiliter l'image des plus démunis. Elles s'inscrivent dans le cadre du permis de végétaliser accordé par la mairie de Paris (un dispositif mis en place depuis juin 2015 et invitant chacun à rendre la ville plus verte), qui contribue aussi à créer du lien. Un kit de plantation comprenant de la terre végétale et des graines peuvent être fournis. Les personnes accompagnées au carillon jardinent et enjolivent différents emplacements dans la capitale.

Enfin, l'association a créé un DPH (Dispositif premières heures, un chantier d'insertion solidaire) appelé La Cloche à biscuits, via lequel des personnes en situation de précarité fabriquent, conditionnent et distribuent à vélo leurs fameux « biscuits de la joie » (biscuits bio à partir de farine d'épeautre). L'objectif ? Leur permettre de recréer du lien social par le travail, grâce à une reprise d'activité douce (en quart-temps, à partir de 6 h) et rémunérée.

Autant d'initiatives remarquables et remarquées : La Cloche a été récompensée en 2016 par le trophée de l'Économie sociale et solidaire de la ville de Paris, et Le Carillon a remporté en 2017 le concours de la fondation La France s'engage, présidée par François Hollande. Pas de doute : le Carillon diffuse une bien jolie musique.

Saada Boussada

Tout ceci enfin est permis bien sûr grâce au travail formidable des coordinateurs qui se répartissent quatre zones d'intervention dans Paris : Marie, Flora, Clémence, Cédric, Eléonore. J'adresse une dédicace spéciale à Mona et P.A.M pour le temps qu'ils m'ont accordé pour l'écriture de cet article. Enfin et surtout, spéciale dédicace aux ambassadeurs : Seb, JO, et Maxence et tant d'autres. Merci et un immense bravo à vous pour ces actions très utiles ! S.B.



Et si on changeait de regard ?

L'ignorance engendre la peur. Sous l'influence des médias, l'opinion publique attribue aux personnes consommant des drogues toutes sortes de tares : des comportements criminels, des troubles mentaux... On les pointe du doigt, on les marginalise, on bafoue leurs droits élémentaires. Les personnes qui consomment des drogues sont pourtant avant tout des personnes : des individus membres à part entière de la société, qui doivent être considérés comme tels.

Nous avons tout à gagner à changer le regard des sociétés sur les drogues et sur les personnes qui en consomment. Dans une perspective individuelle, afin que soient respectés les droits de chacun. Mais aussi dans une perspective collective : de façon à réduire les dépenses de santé – découlant de la consommation clandestine de produits frelatés – que la société doit prendre en charge, à contrer la criminalité liée au trafic de drogues et à instaurer davan-

tage de paix sociale. Autant d'objectifs visés par les politiques de réduction des risques.

Changer de regard, c'est d'abord remettre en question un certain nombre d'idées reçues sur les drogues et les personnes qui en consomment. Ce que s'attache à faire scientifiquement le dernier rapport annuel publié par la Commission globale de politique en matière de drogues (lire p. 10). C'est aussi écouter ce que ces personnes ont à dire, les prendre en compte en tant qu'individus, considérer ce qu'elles apportent à la société. EGO, comme tous les centres recevant des consommateurs de drogues, accueille quotidiennement des gens remarquables, aux parcours riches, qui n'avaient pas forcément imaginé se retrouver où la vie les a conduits, mais qui s'investissent dans leur quartier et qui sont heureux d'échanger, de créer du lien, de partager leur vécu, leur talent, leurs savoirs et leurs savoir-faire. Ce dossier vous propose d'en rencontrer quelques-uns.



« Je me sens respecté »

Jean-Patrick Koné fréquente EGO depuis plus de 20 ans. Le regard humiliant porté sur les drogués ? Il le connaît bien, mais s'en est libéré. Désormais, il intervient en tant qu'usager dans des formations sur le crack destinées aux éducateurs, travaille chez Emmaüs et se met en valeur. Entretien loin des clichés.

Pouvez-vous nous parler du regard des autres sur les usagers ?

Quand on nous traite de « drogués », c'est injurieux et blessant. Le regard des autres sur nous est violent, troublant, humiliant. On se sent sale, répugnant, pire qu'une crotte de chien ! Les trois quarts des gens ne savent rien de nous, ne nous connaissent pas et se permettent de nous traiter comme ça. Encore un a priori... comme on en a tous, vous et moi. Quand on voit un « drogué », on change de trottoir, parce que ça fait peur. On n'ose pas l'approcher, comme si c'était un pestiféré, et qu'il était contagieux. On vous juge. Mais au nom de quoi, peut-on se permettre de juger ? Un « drogué », oui c'est une personne qui se drogue, et c'est son choix, mais c'est d'abord une personne, avec tout un système de valeurs, de principes, même si elle est descendue très bas. Et puis juger les gens ne fait avancer personne.

La façon dont on vous considère a changé depuis quelque temps. Pourquoi ?

Le regard sur moi a changé parce que, moi, j'ai changé. Le plus souvent, je porte maintenant un costume et une cravate. Je me mets en valeur. C'est un changement radical. « L'habit ne fait pas

le moine », mais il y contribue grandement. Du coup on vous fait confiance. C'est comme l'argent, il ne fait pas le bonheur, mais il y contribue ! Je travaille depuis deux ans chez Emmaüs Défi, au tri sélectif des dons. J'ai commencé par y aller quelques heures, et puis maintenant j'y passe vingt-six heures chaque semaine. J'ai réussi. Il m'a fallu beaucoup de temps pour en arriver là. Ce n'est pas facile, pas évident, surtout d'accepter qu'à un moment donné on n'a pas fait le bon choix.

Il y a toute une équipe de gens, d'associations autour de moi, qui me soutiennent, sans qui je ne serais pas là. J'ai un logement, un suivi médical, les équipes d'EGO et de STEP m'accompagnent. Ce qui m'a sauvé, c'est d'avoir rencontré ces personnes, elles ont du recul, elles me considèrent, elles me respectent. Elles regardent les gens normalement.

L'accueil d'EGO, rue Saint-Luc, est le seul endroit où je ne me sens pas exclu. On y a élaboré un règlement commun, entre personnel et usagers, et qui concerne tout le monde. Visiteur ou éducateur, si tu ne le respectes pas, tu ne peux pas rester. Tout le monde est logé à la même enseigne et considéré de la même façon, et ça c'est très important.

Propos recueillis par Laure Siaud

Vous avez la parole

Existe-t-il des préjugés à l'égard des personnes consommant des drogues ?

« Des préjugés, il y en a toujours eu et ce n'est pas près de s'arrêter, cela restera tant que les gens continueront de considérer la drogue comme un problème qui se résoudra en supprimant la drogue. » (Ph.)

« Les gens confondent tout, les clochards, ceux qui s'injectent des produits, les dealers, les voyous, etc. En plus, on est souvent contrôlés, et dès que les passants voient les policiers en train de nous fouiller, ils en concluent qu'on a agressé ou volé quelqu'un : on est vite associé à la délinquance. Mais si les gens ont des réactions de peur, c'est parce qu'ils ne nous connaissent pas. Malheureusement, certains usagers – une minorité – ne font rien pour améliorer les choses. » (D.)

« Quand on parle d'usagers de drogue, c'est toujours à l'injecteur qu'on pense, et on oublie qu'il y a les fumeurs de H, les teufeurs, les gens qui prennent des pilules, des drogues de synthèse... Les usagers qui dérangent, ce sont ceux qu'on voit, ceux qui sont dans la rue et dans la galère. Mais il y a aussi les discrets qui travaillent, ont une vie de famille. Les riches qui se droguent le font chez eux ou dans des endroits tranquilles, et ça ne pose de souci à personne. Sans parler des gens saouls : ils créent plein de problèmes, mais comme c'est légal, ça passe. » (L.)

ET SI ON CHANGEAIT DE REGARD ?

Vaincre les préjugés

Effet des politiques répressives, la stigmatisation des personnes consommant des drogues est une réalité dans de nombreux pays. Marginalisées, ostracisées, celles-ci reçoivent rarement les soins dont elles ont besoin, ont du mal à trouver un logement ou un travail, sont ciblées par la police et parfois même punies de mort. Ces nombreuses violations des droits humains sont au cœur des préoccupations de la Commission globale de politique en matière de drogues [lire l'encadré p.11]. Constatant que les « guerres » contre les drogues ont échoué, et que la prohibition et la criminalisation des consommateurs créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent, ce groupe de travail international appelle à un changement de perspective. Ainsi, ce n'est pas au « problème des drogues » qu'elle consacre son septième rapport annuel*, publié en 2018, mais à sa « perception », pour « vaincre les préjugés vis-à-vis des personnes qui consomment des drogues ». De la réfutation des idées reçues (« on peut imaginer une société sans drogues », « l'abstinence est la solution », « les drogués sont responsables de ce qui leur arrive », « ce sont des criminels »...) à une réflexion sur le lexique désignant les consommateurs, ce rapport offre de nombreux outils pour que chacun puisse être acteur d'un changement de politique.

Des sociétés, des drogues

Il n'existe pas de société sans drogues. [lire l'encadré ci-dessous]. Prôner leur disparition est illusoire, voire hypocrite. Le recours à des substances modifiant le psychisme semble être une impulsion universelle, que l'on retrouve dans la quasi-totalité des cultures du globe, à toutes les époques. Mais si certaines drogues sont parfaitement admises, dans un cadre individuel, social, médical ou religieux, d'autres sont

Au nom des droits humains, pour le bien-être, la santé et la sécurité de l'ensemble des personnes et des sociétés, il faut changer la façon dont sont perçues les drogues et les personnes qui en consomment.

C'est ce que martèle le septième rapport de la Commission globale de politique en matière de drogues, qui souhaite opposer aux idées reçues des faits scientifiquement avérés.

prohibées. Or le statut légal d'une substance ne correspond pas nécessairement aux dommages qu'elle peut causer. L'alcool, par exemple, n'est pas soumis au contrôle international, alors qu'il est considéré par des experts indépendants comme bien plus toxique que de nombreux autres produits. De plus, la perception d'une même substance peut varier d'un pays, d'une culture, d'un milieu à l'autre. Alors pourquoi davantage stigmatiser les consommateurs de produits illégaux ?

Le spectre de la dépendance

Une autre idée reçue mise en évidence par la Commission voudrait qu'une prise de drogues fortuite suffise à créer la dépendance. Un discours qui a sous-tendu les campagnes de prévention, mais qui ne reflète pas la réalité. Dans le monde, 250 millions de personnes auraient consommé des drogues en 2016, et seulement une minorité d'entre elles (11,6%) d'entre elles avaient une consommation problématique ou étaient dépendantes. Le profil le plus courant est l'usage épisodique et non problématique.

Ce spectre de la dépendance, associé à celui du « drogué » agité comme un épou-

vantail, a des effets pernicieux. Il invite à ne voir comme remède, préventif et curatif, que l'abstinence. Mais accuserait-on un malade d'être l'esclave des médicaments dont il a besoin pour vivre ? Il élude le problème de l'addiction (maladie qui consiste à ne pas pouvoir s'empêcher de consommer, même en sachant que ce n'est pas bon pour soi, quand la dépendance ne permet pas de fonctionner sans consommer). Et il crée une rupture de confiance entre les pouvoirs publics et la jeunesse, à qui on laisse entendre que toute prise de drogue conduira à une dépendance et à une inexorable déchéance (sans oublier la fameuse « escalade ») — personne n'est dupe : quoi de plus néfaste pour la prévention et la réduction des risques ?

« C'est leur faute »

N'ayant pas su résister à la tentation, les personnes consommant des drogues apparaissent, aux yeux de l'opinion publique de nombreux pays, comme « faibles » et « immorales ». Il est couramment admis qu'une personne ayant un usage problématique a créé son problème (« c'est sa faute », « c'est bien fait ») et n'a donc pas à être prise en charge par la communauté. Ce

Une Commission de réflexion internationale

Fondée en 2011, la Commission globale de politique en matière de drogues a pour objectif de conduire et de promouvoir une réflexion scientifique sur les moyens de réduire les méfaits causés par les drogues aux personnes et aux sociétés. Présidée par l'ancienne présidente de la Confédération suisse Ruth Dreifuss, elle compte actuellement 25 membres, pour la plupart d'anciens présidents et ministres de différents continents. Elle défend notamment l'idée que les personnes à l'usage problématique doivent être considérées comme des patients, et non comme des criminels, et qu'il faut mettre fin à leur pénalisation, leur stigmatisation et leur marginalisation.



qui revient à penser que, en consommant des drogues, ces personnes ont renoncé à leur statut de membre de plein droit de la société. De quoi justifier un refus de soins et de nombreuses atteintes aux droits humains, dont se font écho les témoignages émaillant le rapport de la Commission.

Les facteurs sociaux et environnementaux jouent pourtant un rôle essentiel dans le rapport qu'entretient un individu avec les drogues. Comme l'a notamment montré l'analyse de la consommation d'héroïne chez les vétérans du Vietnam (sur les 10% qui en avaient pris sur place, seuls 1% continuaient au retour). Mais « *dès lors que l'individu est l'unique responsable de sa situation, la nécessité de traiter les questions plus générales que sont l'inégalité, la pauvreté, la désintégration familiale, etc. passe à l'arrière-plan* ». De là à dire que le « drogué » sert de bouc émissaire, il n'y a qu'un pas.

Ni délinquants ni criminels

Même si la plupart d'entre eux ont un logement, un emploi, participent à la vie de la société, font des études... ceux qui consomment des drogues sont souvent

QU'APPELLE-T-ON « DROGUE » ?

Désignant « toute substance ayant un effet sur le psychisme et sur le corps », le terme « drogue » peut aussi bien se rapporter à la cocaïne qu'à l'alcool, au tabac qu'aux anxiolytiques, au café qu'au crack. Au cours du vingtième siècle, il a pris une connotation négative et désigne désormais « toute substance psychoactive illégale ». Il n'y a pourtant pas de lien objectif entre la nocivité avérée d'une substance et son statut légal, lequel peut varier d'un pays à l'autre. Enfin, une substance, légale ou non, peut être plus ou moins bien acceptée selon son mode de consommation et le milieu social et culturel de ses usagers. Des produits aux substances actives identiques peuvent être ainsi perçus de façon très différente.

perçus comme « bons à rien », délinquants, criminels. L'immense majorité, souligne le rapport, n'enfreint pourtant pas d'autres lois que celles interdisant l'usage de drogues. Quant aux autres, c'est le plus souvent la prohibition elle-même qui les entraîne vers la criminalité. Pour se procurer des produits dont le coût est gonflé par le marché noir, elles sont parfois contraintes de commettre d'autres délits que la consommation. Avoir un casier judiciaire peut ensuite restreindre leur accès à l'emploi, ce qui les conduit à de nouveaux délits pour subvenir à leurs

besoins. Parallèlement, leur statut de consommateurs illégaux leur fait fréquenter des milieux où la délinquance et la criminalité sont présentes, notamment en prison. Un cercle vicieux qui n'existerait pas si la vente de drogues n'était pas initialement l'affaire de criminels. Ainsi, en Suisse, par exemple, les cambriolages, agressions, vols, trafic... commis par des personnes consommant des drogues ont fortement diminué depuis l'introduction de politiques de réduction des risques.

(suite p.12)

Le rôle des médias

Pour la Commission, les idées reçues sur la dépendance inéluctable, le basculement vers la criminalité, la violence, la ruine économique et sociale inexorablement induites par la consommation de drogues sont largement propagées par les médias, qui entretiennent l'ignorance et la peur à travers des récits récurrents [lire « Vous avez dit zombies », p. 14]. Tandis que les appels pour qu'un autre regard soit porté sur la consommation et les politiques en matière de drogue restent noyés dans les discours dominants. Les personnes consommant des drogues sont systématiquement présentées comme des êtres inférieurs et désignés auprès de l'opinion publique avec un vocabulaire dépréciatif : « camé », « junky », « tox », « zombie », « shooté », « défoncé »... Autant de termes aliénants qui dévalorisent les personnes consommant des drogues et les enferment dans une catégorie « autre ».

LES MOTS POUR LE DIRE

À ÉVITER

Usager de drogue, drogué

Addict, toxicomane, tox, camé, accro, junkie, shooté, défoncé

Propre, clean

À PRIVILÉGIER ↑

Personne consommatrice de drogues ↑

Personne souffrant de dépendance, dont l'usage est problématique, consommatrice de drogues ↑

Abstinente, personne qui a arrêté de consommer des drogues ↑

Des mots et des maux

L'emploi d'un tel lexique non seulement renforce l'opinion négative de la société à l'égard des personnes consommant des drogues, mais les conduit aussi elles-mêmes à se dévaloriser. Le terme « clean » s'oppose à une saleté supposée. « Usage abusif » évoque la maltraitance. « Défoncé » connote « hors service », et « usager », « hors d'usage ». Ainsi, le vocabulaire engendre une cascade d'effets négatifs : en stigmatisant les personnes, il induit une discrimination (jusque dans le système de santé) qui peut être cause d'un isolement social et d'un repli « entre consommateurs », générant un sentiment de perte de valeur et de dignité.

« Cette stigmatisation et cette discrimination, associées à la pénalisation de l'usage, ont un lien direct avec les atteintes aux droits humains dont sont victimes les personnes, note la Commission globale. Par conséquent, si l'on veut transformer la façon dont la consommation de drogues est considérée et la manière dont les consommateurs de drogues sont traités, il faut modifier nos perceptions – et commencer, pour cela, par modifier notre langage. »

Le choix d'un vocabulaire moins stigmatisant [lire l'encadré] est un premier pas vers une meilleure intégration des personnes consommant des drogues, vers la réduction des risques, le respect de leurs droits, mais aussi vers la diminution de la criminalité : un bien dont pourrait se prévaloir toute la société.

Vers une autre perception ?

Seules la détermination politique et l'information peuvent modifier la perception des drogues et des personnes qui en consomment. Au terme de son rapport, la Commission globale de politique en matière de drogues recommande d'agir à tous les niveaux de la société. Les décideurs politiques doivent diffuser « des informations fiables et cohérentes » afin « d'influencer positivement l'opinion publique ». Les leaders d'opinion doivent promouvoir « un langage non stigmatisant et non discriminatoire », « pour remédier à la désinformation qui entoure l'usage de drogues et réduire la stigmatisation des personnes qui les consomment ». Les citoyens doivent s'unir pour dénoncer les politiques menées, défendre leurs droits et « promouvoir des réformes ». Le système judiciaire « doit considérer la dépendance aux drogues ou leur consommation problématique comme un facteur atténuant », parce que « emprisonner des individus qui ont besoin d'aide médicale et sociale ne fait qu'exacerber les maux de la société et ne les prévient aucunement ». Les professionnels de santé « peuvent jouer un rôle capital dans l'information du public » et « promouvoir les traitements qui se sont avérés efficaces ». Enfin, une action doit être conduite par l'ONU, qui doit diffuser « un vocabulaire cohérent et axé sur les personnes lorsqu'il s'occupe de drogues ». Le changement, c'est maintenant.

JiTé.

* « La perception du problème mondial des drogues. Vaincre les préjugés vis-à-vis des personnes qui consomment des drogues », rapport 2017 de la Commission globale de politique en matière de drogues. Disponible en plusieurs langues sur www.globalcommissionondrugs.org

« Je suis passé de l'autre côté »



Dominique a découvert le CAARUD quand il en avait besoin. Heureux de l'aide, de l'écoute et de l'empathie qu'il y a trouvées, il a décidé de se consacrer à son tour à l'accueil et à l'accompagnement des personnes fréquentant la structure en devenant travailleur social. Il raconte.

Depuis maintenant plus de six ans, je me considère abstinant par apport à la consommation de drogues dites « dures » (cocaïne, héroïne). Tout au long de ce cheminement, j'ai bénéficié du soutien du CAARUD. Les professionnels de cette structure n'ont eu de cesse de m'encourager à surmonter certaines difficultés qui sont apparues de façon systématique (manque de confiance en soi, isolement et exclusion sociale). Ma réinsertion passait, outre par le soin, par une reconversion professionnelle, du métier du bâtiment, qui s'avérait de plus en plus inconcevable parce que très physique, vers un autre contexte, totalement différent. Et pour lequel les conseils des professionnels du secteur ont été indispensables,

puisqu'ils ont contribué à mon engagement dans le médico-social.

Un étrange sentiment d'appréhension accompagnait ce choix de me retrouver « de l'autre côté... », même en m'estimant apte et en mesure de m'intéresser aux autres, voire de les aider à se réinsérer à leur tour, mais qui m'autorisait à rester dans ma dynamique, l'envie de travailler bien sûr, et surtout de me sentir utile tout en apportant ma contribution pour le bien d'une communauté en demande constante. Par souci de proximité géographique, et puisque je connaissais les valeurs véhiculées par cette structure dans le 18^e arrondissement de Paris, j'ai postulé pour le CAARUD EGO rue Saint-Luc.

Ce lieu d'accueil quotidien pour usager de drogues, parfois sans domicile fixe, a accepté de me prendre pour une mise en situation sur deux mois. Bien entendu, j'ai abordé les premiers instants de contact avec ce public que je ne connais que trop bien plein de fébrilité et de doute, et surtout en rencontrant une incompréhension de la part de certains usagers.

J'ai eu l'impression, ou presque, d'être un usurpateur... J'ai été obligé de me justifier, d'expliquer, à chaque instant, ma présence à l'association, en tant que stagiaire d'aide médico-sociale, à certains usagers. L'équipe de professionnels de la structure, toujours bienveillante, n'a eu de cesse d'être avec moi, expliquant aux sceptiques,

le sens et surtout, ma motivation dans le choix de ce lieu, improbable aux yeux de certains, attisant la curiosité chez d'autres, voire leur envie d'être à ma place. Toute stupeur passée, j'ai eu pour mission d'observer et d'assister les éducateurs dans leurs missions avant, à partir du second mois, que mon référent n'accepte, d'un commun accord avec un usager volontaire, que je sois en charge partiellement, du projet individualisé de ce dernier.

Cette mission faisait partie du travail qu'il me fallait présenter à un jury, dans le cadre de la validation du diplôme à venir, le DEAES (diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social). L'opportunité de m'investir, puis d'avoir un retour positif concernant cet accompagnement, la confiance que me manifestaient l'équipe et l'usager lui-même, tout contribuait à m'encourager à persévérer pour devenir à mon tour, un vrai professionnel dans ce domaine.

Habitué à fonctionner de manière solitaire, j'ai vu, au fur et à mesure, apparaître ce besoin envahissant et bienfaisant de travailler avec ce public spécifique et en difficulté permanente. Un vocabulaire nouveau auquel il fallait que je m'habitue, l'empathie, le secret professionnel, médical, l'écoute à temps plein, la confiance... Beaucoup de qualités qui compléteront dorénavant mon bagage professionnel.

Dominique Bateul

Vous avez la parole

Pensez-vous que la présence des structures d'accueil pose problème dans le quartier ?

« Beaucoup de gens démunis viennent chercher refuge dans notre quartier, avec leurs propres difficultés. Si certains découvrent la drogue et s'y mettent, ce n'est pas le cas de tous. Mais l'ensemble des problèmes finissent par être mis sur

le dos des usagers de drogue, c'est très réducteur et ça ne reflète pas la réalité. » (R.)

« L'existence de nombreuses associations dans le quartier attire beaucoup de monde, et certains habitants disent que c'est ce qui ramène des usagers, mais en réalité les associations s'installent là où les usagers sont déjà présents... » (Ph.)

« L'ouverture de la salle de consommation a exacerbé les tensions. Parmi les voisins qui étaient contre, il y en a qui ne l'acceptent toujours

pas et qui continuent de dénoncer notre présence. Ils profitent des incidents, qui arrivent, bien sûr, dans ce genre de lieux, pour dire aux gens : "Vous voyez ? On a raison !" » (D.)

« Malgré tout, l'ouverture de la salle a démenti les prédictions catastrophiques, car même s'il y a quelques problèmes, les gens essaient de respecter les lieux et de faire en sorte que les choses se passent bien. » (M.)

Vous avez dit

« zombies » ?

La vie des consommateurs de crack est loin des clichés que véhiculent des médias. Rythmé par la recherche d'argent pour payer les galettes, d'endroits où se fournir et consommer et d'un lieu ou dormir à l'abri, leur quotidien demande du courage et de la discipline.

Le « crackeur », ou présumé tel, a refait son apparition dans la presse en début d'année, à travers des articles ou des reportages télévisés dénonçant les « zombies » revenus hanter les quais des stations de métro du nord parisien. Ego connaît certain-e-s de ces « zombies », rencontré-e-s par les équipes travaillant dans la rue ou au sein des antennes du CAARUD. Ils ne nous semblent pas faire peser une menace sur la ville...

La déshumanisation induite par cette idée simpliste de « zombification » signifie ne pas s'intéresser aux individus que sont les consommateurs, c'est leur dénier une complexité pourtant inhérente à chacun. Tous ont leur propre quotidien, leur passé et leur histoire, mais aussi un futur à construire, avec des difficultés à surmonter. À l'instar de S., dont voici le témoignage.

Je suis Algérien, je suis arrivé en 1974, j'avais 16 ans, en 1986, j'ai fait mon stage de pâtissier, et étant donné que je n'étais pas majeur, je ne pouvais pas avoir ma nationalité française. Alors j'ai eu ma première carte de séjour.

Un jour j'ai rencontré un copain, j'étais en prison avec lui, il me dit « je vais acheter une galette ». Je lui dis c'est quoi ça ? Il me dit, c'est du crack fumé, et il me dit « j'ai pas assez ». Je lui dis, je vais te compléter, je vais goûter. Il m'a ramené dans les toilettes, j'ai fumé, putain... je me sentais bien, j'étais en train de planer, j'étais en train de voler, j'étais bien. Et voilà, depuis ce jour-là...

J'étais arrivé au terme de mon CDD, et j'avais perdu ma carte de séjour. J'avais peur de la préfecture de police, avec les conneries que j'ai faites. Donc j'ai pas été tout de suite la refaire. Je suis resté trois ans sans titre de séjour.

J'avais mon appartement, je travaillais. C'est la consommation de drogue qui a causé des problèmes, je ne sais pas comment l'expliquer. J'ai perdu mon appartement en 2013.

Auparavant, je volais dans les magasins. Je revendais pour acheter ma dose. Après j'ai arrêté le vol à l'étalage, je faisais les vélos. Ils m'ont attrapé plusieurs fois, j'ai reçu de la mise à l'épreuve. Aujourd'hui, je n'ai plus l'âge de voler, j'en ai marre. Voler les

magasins, j'en ai rien à foutre, mais voler les vélos, non. Parce que je fais du mal aux gens.

Je me suis mis à la manche, voilà, j'agresse personne, et puis les gens me donnent d'eux même. Faut pas dire de baratin, de connerie, faut la sincérité, la vérité. Quand je suis dans le wagon, j'attends que le wagon se ferme, mais t'as 25 personnes qui te regardent, tu sais, c'est pas facile, franchement, faut avoir des couilles, et du courage. Je me fais entre 140 et 150 euros par jour. Je fais les heures de pointe. Je fais un quart d'heure, une demi-heure, et dès que j'ai 15 ou 30 euros, je vais acheter une galette...

et ainsi de suite. À la fin de la journée j'ai 150 euros de dépensés dans le crack. On pense qu'à la galette, qu'à la galette... À peine tu en as fini une, tu penses déjà à la deuxième, à comment tu vas faire, t'es déjà stressé.

On n'est pas bien à l'intérieur de nous. Dès que 14h30 est passé (l'heure à partir de laquelle est garanti l'enregistrement pour la nuit au Sleep In, structure d'hébergement dédiée aux usagers de drogue, ndlr), je vais faire mes affaires, mon argent pour aller acheter ma galette, pour acheter ma merde quoi... pour prendre ma dose...

À la colline (lieu de consommation et de deal, porte de la Chapelle), t'es pas tranquille, une fois que tu achètes ta galette, tu la fumes en stress. Tu vas dans les toilettes publiques, t'as peur qu'il y ait les flics. Tu vas dans un coin ou un petit jardin, tu fumes vite

pour pas qu'on te voit, t'apprécies pas ce que tu fumes, ce que tu prends. Je suis quelqu'un qui ne peut pas rester sur place.... Là, à quoi je pense ? À ma prochaine galette. Vous avez vu le consommateur ? Je suis avec vous, mais, ma tête, elle est ailleurs... Si je ne vais pas faire mon argent, personne va le faire à ma place...

Ce que je voudrais, ce serait un truc pour les fumeurs : un lieu, pour consommer, pour que les riverains, les gens soient tranquilles. Comme pour

les shooteurs*. C'est rare de voir un shooteur qui va se shooter dans la rue, dans les lieux publics. Si on trouvait un endroit pour les fumeurs, tout le monde serait tranquille. Je sais que c'est interdit, illicite, mais ce serait bien pour tout le monde.

Propos recueillis par Ludovic Donet

* La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé permettant l'expérimentation en France des Salles de Consommation à Moindre Risque (SCMR), ou sous la direction des CAARUD, ne concerne que les « usagers injecteur ». La consommation de drogues par inhalation n'est pour l'instant pas autorisée dans des espaces dédiés.





Idées reçues sur le crack et les crackers

par Fabrice Olivet, président d'Asud*

Crack, base ou caillou, peu importe, dans tous les cas l'objectif c'est le « kiff ». Le kiff c'est l'alpha et l'oméga de la vie, ou plutôt de la survie, des « crackeurs », un sous-genre de l'espèce toxicomane, situé tout en bas de l'échelle sociale et tout en haut de l'échelle du stigmate.

Il est fascinant de constater avec quelle constance chaque époque a fabriqué son propre épouvantail toxico. Dans les années 70 c'était le « drogué en manque », dans les années 80-90, le stéréotype s'est affiné pour cibler les junkies, c'est-à-dire les injecteurs d'héroïne, et pour inaugurer le XXI^e siècle nous avons les « crackers ». Le point commun de ces populations est qu'elles se sont constituées dans la marge.

Du reste, cette réputation de toxique très toxique n'est pas forcément usurpée. D'aucuns se souviennent avoir croisé nombre de vieux briscards, anciens héroïnomanes, rescapés des années 80, rescapés du sida et des overdoses, ayant goûté à quasiment tout ce qui s'avale, se fume, se sniffe ou se shoote, et qui, sur le tard, découvrent le frisson très particulier d'une bouffée de cocaïne-base. Et là, bang! le grand saut.

Cette population appartient au monde de la précarité sociale, en cela leurs problèmes ne sont pas forcément différents de ceux des autres SDF, jetés sur le pavé par la crise, alcoolisés, bourrés de médocs détournés et trimballant avec eux l'attirail du clochard de l'an 2000, fini le litron de rouge, bonjour les

Des personnes consommant des drogues, celles qui prennent du crack sont les plus stigmatisées.

cachetons. Certes les crackers cumulent les handicaps, mais leur principal mérite aux yeux du public est de coller aux stéréotypes les plus éculés sur les « ravages de la drogue ». Avant d'être des victimes de la drogue, les crackers sont des victimes de la pluie, de la faim et du froid et en tant que ils se foutent éperdument d'être stigmatisés par les produits qu'ils consomment, ils sont donc des cocaïnomanes visibles à la différence de tous ceux qui basent de la coke en « teufs » ou encore, qui sniffent des rails de plus en plus longs avant de sortir en boîte le samedi soir.

www.asud.org

* Article publié en janvier 2013, reproduit avec l'aimable autorisation de son auteur.

Vous avez la parole

Comment améliorer l'image des consommateurs de drogues ?

« Les usagers doivent donner l'exemple au niveau du quartier, même s'il y a, comme partout, un abruti qui peut venir tout gâcher. » (P.)

« Il faut que les associations agissent davantage et se mobilisent auprès des politiques et des médias, afin que les consommateurs ne soient pris comme boucs émissaires. C'est ce que fait Asud, par exemple. Les usagers ne sont pas très bien organisés et les associations doivent les aider à se mobiliser. » (M.)

« En France le sujet divise les gens.

Les médias, qui cherchent le sensationnel, exploitent le filon, comme ce journal qui a affirmé récemment que le métro ne s'arrêterait plus à certaines stations du quartier, alors que c'est faux. Les choses vont peut-être évoluer, mais doucement et sous l'influence d'autres pays où on est moins rigide sur la question. » (F.)

alter / fête!

